REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 03 au 08 mai 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Lutte contre la Toxicomanie..... 2
- Les représentants de neufs pays adoptent une approche intégrée

1.2 Sécurité maritime.....3
- National awareness workshop focuses on maritime security

1.3 Environnement marin.....5
- Les acteurs de la restauration des mangroves et des herbiers marins de la région de l'océan Indien occidental bénéficient de l'expérience des Seychelles
- Les acteurs des mangroves et herbiers marins dans l'Océan Indien outillés

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche.....8
- Filière pêche – Les nouvelles amblions malgaches

2.2 Environnement marin.....9
- Coraux en danger : le phénomène El Niño fait son retour à la Réunion

2.3 Coopération.....10
- Seychelles and Ghana renew commitment for bilateral cooperation
- Rencontre Alan Ganoo-Kenji Yamada : Promouvoir le commerce et l'investissement en Afrique

2.4 Transition énergétique.....12
- Centrales solaires : Travaux en cours dans le nord du pays

2.5 Economie.....13
- Le groupe Océinde construit le premier data center de l'île : La Réunion sur la « carte du monde » du stockage de données

2.6 Education.....14
- La VPM Dookun-Luchoomun : « Nous comptons sur la France pour consolider la langue française dans l'OI

2.7 Culture.....15
- Mize Koko reopens in Seychelles as island nation plans its first-ever coconut festival

LUTTE CONTRE LES DROGUES DANS L'OCÉAN INDIEN

Les représentants de neuf pays adoptent une approche intégrée

LE Secrétariat national de lutte contre la drogue (NDS) a organisé une conférence sur l'abus de substances pour les pays de la région de l'océan Indien occidental. La conférence s'est tenue du 26 au 28 avril à Port-Louis, dans la salle Sir Harilal Vaghjee, sous l'égide du gouvernement de Maurice. Les représentants des États côtiers et insulaires de l'océan Indien, dont les Comores, Djibouti, la France/La Réunion, Madagascar, Maurice, les Seychelles, le Kenya, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, ainsi que le Secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI), ont participé à cette conférence. Étaient également présents le Centre régional de fusion d'informations maritimes, le Centre régional de coordination des opérations de la région de l'OIO, l'Union européenne et diverses institutions et organisations non étatiques de Maurice.

La conférence a permis de discuter des différentes mesures à mettre en œuvre pour lutter contre le trafic de drogue, l'abus de substances et l'addiction dans la région. Les représentants ont souligné l'importance d'une coopération régionale pour faire face à la consommation croissante de drogues et à l'introduction de nouvelles substances psychoactives. Ils ont également reconnu que le marché de la drogue dans la région est intimement lié, principalement par les routes maritimes, et que la COI joue un rôle central dans la sécurité maritime de la région.

La conférence a mis en lumière les graves conséquences sociales et sanitaires des drogues et de la toxicomanie sur les individus, notamment les overdoses et autres décès liés à la consommation de drogues, ainsi que les menaces du trafic sur l'équilibre social, la sécurité et la stabilité des États et de la région. Les participants ont également discuté de la diversification de la consommation et du trafic de drogue dans la région, notamment l'utilisation généralisée des cannabinoïdes de synthèse, qui cause déjà d'importants problèmes de santé publique et sociaux et perturbe la vie des familles dans les pays touchés.

La conférence a abouti à l'adoption de quatre piliers principaux pour une approche holistique, intégrée et transversale dans la lutte contre la drogue : la prévention, la lutte contre les trafics, les aspects sanitaires et sociaux, ainsi qu'une coopération et une coordination régionales et internationales renforcées. Les représentants ont exprimé leur intérêt à établir un cadre de coopération régionale pour lutter contre les drogues et l'abus de substances illicites, afin de conjuguer leurs efforts et de rechercher une approche commune, d'échanger les meilleures pratiques, de réduire la consommation de drogues et de lutter contre les effets néfastes liés aux drogues et à l'abus de substances, ainsi que de combattre les trafics de drogues pour préserver la paix et la stabilité.

La version électronique : Lutte contre les drogues dans l'océan Indien: les représentants de neuf pays adoptent une approche intégrée | lexpress.mu

Lire aussi :

- https://mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-coop%C3%A9ration-vers-un-observatoire-r%C3%A9gional-sur-la-drogue
- https://mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-ouverture-de-la-premi%C3%A8re-conf%C3%A9rence-r%C3%A9gionale-sur-labus-de-substances-illicites

National awareness workshop focuses on maritime security

Mauritius: A three-day national awareness workshop focusing on maritime security, organised by the Ministry of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping, in collaboration with the International Maritime Organization, under the Port Security and Safety for Navigation Project for Eastern and Southern Africa and the Indian Ocean, opened this morning at the Hennessy Park Hotel, in Ebène.

Mauritius: A three-day national awareness workshop focusing on maritime security, organised by the Ministry of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping, in collaboration with the International Maritime Organization, under the Port Security and Safety for Navigation Project for Eastern and Southern Africa and the Indian Ocean, opened this morning at the Hennessy Park Hotel, in Ebène.
The Minister of Land Transport and Light Rail; Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade, Alan Ganoo; the Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping, Sudheer Maudhoo; and other eminent personalities were present on occasion.
In his keynote address, Minister Maudhoo underlined that the maritime domain has emerged as a theatre for a new generation of challenges and urged greater cooperation among regional and international members to deal with the issue. He stressed the need to protect the fragile ecosystems within the territorial seas of the Republic of Mauritius from the increasing threat of international shipping activities.



According to him, the implementation of maritime security takes both knowledge and vigilance and is essential to enhance security enforcement without slowing down the timely flow of international commerce.
The Minister stressed that maritime security is best achieved by blending public and private maritime security activities on a global scale into an integrated effort that addresses all maritime threats.

Sudheer Maudhoo also recalled that our seas are by far the most important arteries for global trade, carrying over 95% of all goods, and Mauritius depends enormously on sea trade.
Our maxim, he stressed, is to ensure that Mauritius is and remains the most secure and reliable nation to trade with globally. He assured that the Government will always protect the country's interests and those of its international partners by understanding how threats could arise along international trade routes or chokepoints, how they can be addressed and what their impact might be.
'We will continue to support, defend and uphold the principles of the United Nations Convention on the Law of the Sea and protect freedom of navigation', he affirmed.
As for Minister Ganoo, he dwelt on the importance of maritime security, which includes port security and safety of navigation, given the high number and bigger sized vessels in our region. 'We have to exercise a greater monitoring of our maritime zone and ensure the seaworthiness of vessels calling into our region to pre-empt any maritime incidents', he stated.



The Foreign Affairs Minister highlighted that the establishment of a regional framework for port security and navigation safety remained high on Government's agenda and assured that the Regional Policy on Ports Security and Safety of Navigation to be formulated by the Indian Ocean Commission will be endorsed at the Ministerial level.
Besides, the initiative of the International Maritime Organization will shed much light on the precise situation and help to provide input for the formulation of such a Regional Policy, added the Minister.
The present workshop, he said, comes at an opportune moment for us to take stock of our compliance with international maritime conventions dealing with maritime and port security and safety of navigation.

Lire aussi :

- https://www.miragenews.com/boosting-maritime-security-in-mauritius-999559/
- Alan Ganoo : Maurice accueillera la troisième conférence de la sécurité maritime (inside.news)

Les acteurs de la restauration des mangroves et des herbiers marins de la région de l'océan Indien occidental bénéficient de l'expérience des Seychelles

Communiqué de la COI

Le Département du changement climatique et de l'énergie du ministère de l'Agriculture, du changement climatique et de l'environnement et le Département de l'économie bleue du Ministère de la pêche et de l'économie bleue des Seychelles, en soutien et en partenariat avec le projet RECOS de la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Université des Seychelles, ont organisé le premier atelier régional sur les écosystèmes marins et littoraux essentiels, à savoir les mangroves et les herbiers marins.

L'atelier s'est déroulé sur trois jours, la première et la deuxième session ayant eu lieu le jeudi 27 et le vendredi 28 avril 2023 au Berjaya Beach Hotel à Beau Vallon, et la troisième session s'étant terminée par une visite de terrain sur le site Ramsar de Port Launay et une visite des herbiers marins à Anse Aux Pins le samedi 29 avril 2023.

"*Ensemble, en tant qu'équipe, nous pouvons certainement atteindre nos objectifs qui aideront à renforcer la gouvernance régionale et nationale des écosystèmes côtiers et marins dans l'océan Indien*" a déclaré M. Tony Imaduwa, le Secrétaire principal du Département du changement climatique et de l'énergie.

"En outre, nous pouvons nous aider mutuellement à mettre en œuvre des idées de projets innovants qui contribueront à restaurer et à utiliser ces écosystèmes côtiers et marins d'une manière plus durable", a-t-il ajouté.

L'objectif principal de l'atelier était d'améliorer la structuration, la planification et le travail du Western Indian Ocean Mangrove Network (WIOMN) et du Western Indian Ocean Seagrass Network (WIOSN). Il s'agit de deux réseaux régionaux existants qui se consacrent respectivement à la gestion et à la restauration des mangroves et des herbiers marins.

"Grâce à ces échanges, nous espérons partager cette expertise précieuse avec d'autres acteurs de la région et donner un aperçu des diverses initiatives liées à la conservation des écosystèmes marins et côtiers essentiels en cours dans notre région", a déclaré M. Christophe Legrand, Coordinateur régional du projet RECOS (Résilience des populations et écosystèmes côtiers du Sud-Ouest de l'océan Indien).

L'événement a vu la participation de représentants du Département du changement climatique et de l'énergie (CCED), de RECOS, du WIOMN et du WIOSN, du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), du Seychelles Conservation and Adaptation Trust (SeyCCAT), de Blue Economy Reasearch Institute (BERI), de Seychelles Island Foundation (SIF), de Seychelles Parks and Gardens Authority (SPGA), Red Conservation, Research National Aires, GVI Seychelles, International Union for

Conservation of Nature (IUCN) et WCS Madagascar, ainsi que des consultants privés locaux et des représentants nationaux des Comores, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles mais aussi d'experts du Kenya et de la Tanzanie.

L'atelier a permis aux participants de partager leurs expériences et d'enrichir leurs connaissances sur la conservation des mangroves et des herbiers marins dans la région de l'Océan Indien occidental. Des plans d'action ont été élaborés dans le cadre du processus d'appui de RECOS aux deux réseaux et à deux membres de ces réseaux basés dans les États membres de la Commission de l'océan Indien.
Une visite de terrain organisée le 30 avril à Port Launay, zone humide d'importance internationale inscrite sur la liste de la Convention Ramsar, et à Anse aux Pins a permis aux participants de voir des exemples concrets et les bonnes pratiques aux Seychelles. Les activités portaient sur une démonstration des méthodes de conservation des mangroves et la surveillance des herbiers marins.

Le projet RECOS, financé par l'Agence française de développement (AFD) et le FFEM, vise à renforcer la résilience des populations côtières aux effets du changement climatique en restaurant les services écosystémiques côtiers et marins. Plus spécifiquement, le projet renforce la gouvernance nationale et régionale des écosystèmes côtiers et marins dans l'océan Indien. Il met également en œuvre des projets innovants, variés et reproductibles pour la restauration et l'utilisation durable des écosystèmes côtiers et marins sur la base d'un groupe de travail scientifique.

Voir aussi :
https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7060810476368084992/



Les acteurs des mangroves et des herbiers marins de l'océan indien outillés

08/05/2023  Andjouza Abouheir



Pour améliorer la structuration, la planification et le travail du Western Indian Ocean mangrove network (WIOMN) et du western Indian Ocean Seagrassn Network (WIOSN), le département du changement climatique en partenariat avec le projet Recos et l'université des Seychelles ont organisé un atelier régional sur les écosystèmes marins et littoraux aux Seychelles.

Le département du changement climatique, de l'économie bleue des Seychelles, en soutien et en partenariat avec le projet RECOS de la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Université des Seychelles, ont organisé le premier atelier régional sur les écosystèmes marins et littoraux essentiels, à savoir les mangroves et les herbes marins. Cet atelier de 3 jours sur les mangroves et les herbiers marins avait pour objectif principal d'améliorer la structuration, la planification et le travail du Western Indian Ocean Mangrove Network (WIOMN) et du Western Indian Ocean Seagrassn Network (WIOSN). Il s'agit de deux réseaux régionaux existants qui se consacrent respectivement à la gestion et à la restauration des mangroves et des herbiers marins.

Dans son intervention, le secrétaire principal du département de changement climatique et de l'énergie M. Tony Imaduwa a expliqué que « ensemble en tant qu'équipe nous pouvons atteindre nos objectifs qui aideront à renforcer la gouvernance régionale et nationale des écosystèmes côtiers et marins dans l'océan Indien. Nous pouvons nous aider mutuellement à mettre en œuvre des idées de projets innovants qui contribueront à restaurer et à utiliser ces écosystèmes côtiers et marins d'une manière plus durable ».

FILIÈRE PÊCHE – Les nouvelles ambitions malgaches

6 mai 2023 Commenter L'Express de Madagascar 205 Vues 11 minute(s) pour lire



Consultation nationale avant la réunion de la Commission des thons de l'océan Indien, le 4 mai à Antananarivo.

Avec 5 600 km de côtes et plus de 117 000 km² de plateau continental, Madagascar dispose d'importantes ressources marines et côtières. Un atout sur lequel misent les autorités pour faire de la filière pêche un puissant levier économique.

Source de revenu pour près de 1,5 million de Malgaches, le secteur de la pêche pèse près de 7% du PIB national et représente plus de 10% des exportations. Actuellement, Madagascar produit plus de 142000 tonnes de poissons par an, selon les données de la Banque Mondiale. Pour les responsables publics, ces chiffres pourraient être multipliés par deux dans les prochaines années si les objectifs fixés dans la politique de développement de la filière sont réalisés et si le pays parvient à régler les problèmes de surpêche, éradiquer les mauvaises pratiques de pêche et éviter la destruction de l'habitat marin.

Du côté des partenaires techniques et financiers, on reconnait aussi que le secteur de la pêche joue un rôle primordial dans l'économie avec une production annuelle d'une valeur de 750 millions de dollars. Il est aussi important pour la santé nutritionnelle et la sécurité alimentaire des Malgaches, car il contribue à environ 20 % de la consommation de protéines animales. La pêche et l'aquaculture constituent la principale source de revenu des habitants qui vivent le long du littoral.

Mais bien que la pêche soit indispensable pour l'économie malgache, ainsi que pour la subsistance de plusieurs milliers d'individus, le secteur fait face à des défis aussi complexes que nombreux. L'équilibre fondamental entre la conservation et l'exploitation des ressources halieutiques en fait partie. On sait, en outre, que les pêcheurs commencent très jeunes, dès l'âge de 11 à 15 ans. Un des grands défis du secteur est ainsi de trouver le juste équilibre entre pêche économique et pêche responsable, de manière à intégrer adéquatement le rôle de l'humain dans son environnement, tout en préservant l'écosystème marin et en encourageant l'exploitation durable des ressources naturelles.

Suite de l'article

Lire aussi :

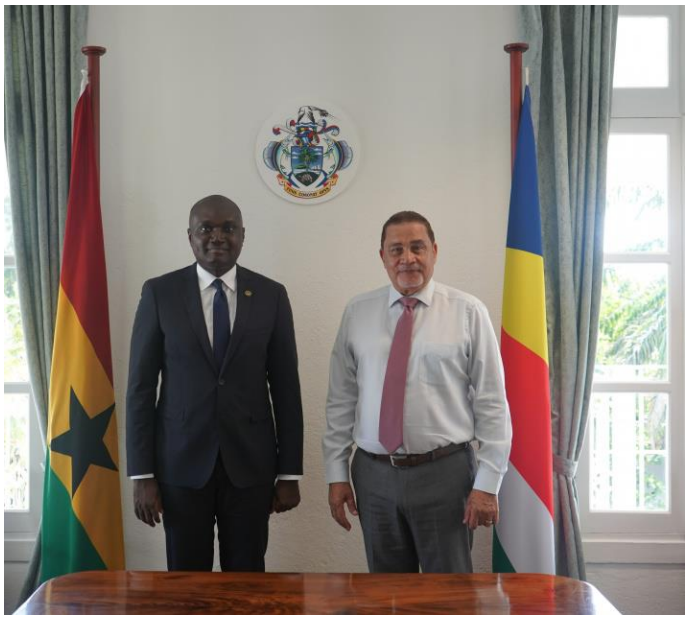
- https://midi-madagasikara.mg/peche-thoniere-le-nombre-de-dispositifs-de-concentration-de-poissons-a-reduire/

Coraux en danger : le phénomène El Niño fait son retour à la Réunion



Le phénomène climatique El Niño est un courant chaud qui vient du Pacifique et perturbe nos écosystèmes marins. La hausse de la température de l'eau provoque alors un phénomène de dépérissement des coraux, qui se traduit par une décoloration conduisant à leur mort s'il dure trop longtemps.
Il se produit tous les cinq ans et devrait se développer dans l'océan indien à partir du mois de juillet. En effet, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) a averti, dans son bulletin daté du 3 mai 2023 : « il y a 60 % de chances qu'El Niño se développe d'ici à la fin juillet et 80 % de chances d'ici à la fin septembre », faisant craindre « un nouveau pic du réchauffement climatique » et de nouveaux « records de température », selon son chef, Petteri Taalas.
À la Réunion, Jean pascal Quod, le directeur de Reef Chech France, nous explique : « Quand le corail se libère de sa micro-algue colorée lorsqu'il y a un problème de toxicité, à ce moment là, le corail devient tout blanc et blanchi . Le phénomène s'il dure trop longtemps, entraîne la mort des coraux. »
Véritables poumons de l'écosystème marin, les coraux réunionnais ne se portent pas pour le mieux. En effet, leur nombre a chuté de 10% en 15 ans. « Certains côtés du lagon réunionnais sont bien plus abîmés que d'autres » témoigne un touriste sur la plage de Saint-Pierre.
« Globalement, les coraux sont en mauvais état, notamment à cause du réchauffement climatique » ajoute un autre usager de la mer.
Face à cette situation préoccupante, les scientifiques réunionnais étudient de très près la piste des super-coraux présents dans certains récifs du Pacifique et de la mer Rouge. Ces derniers sont plus résistants aux stress thermiques et permettraient à nos récifs de supporter les épisodes de blanchissement.
F.D.

Seychelles and Ghana renew commitment for bilateral coopération



Minister Radegonde with HC Owiredu

Seychelles and Ghana are looking forward to expanding their cooperation in educational and other areas.
This was discussed during a courtesy call on the Minister for Foreign Affairs and Tourism, Sylvestre Radegonde by the high commissioner of Ghana to Seychelles, Charles Owiredu, on Thursday, May 4, 2023 at the Maison Quéau de Quinssy.
Minister Radegonde expressed that Seychelles is grateful to the Ghanaian government for "the continuous support being provided to us, particularly by the increasing number of Ghanaian teachers in our education system".
He added that "although the health and education sectors are areas of priority for the country, where we can benefit from the expertise of teachers and health specialists, "both parties concurred that there is room for future collaboration and capacity building".
"We are finalising the memorandums of understanding for tourism and the blue economy,which should be ready for signing soon," said HC Owiredu.
He further stated that the Ghanaian business community will be interested in investing in Seychelles, a country with which they not only have deep historical ties, but which was also home to the former Asante Ambahene King, Nanan Prempeh I.
The meeting ended with Minister Radegonde wishing Mr Owiredu success for the rest of his visit.

Rencontre Alan Ganoo-Kenji Yamada : Promouvoir le commerce et l'investissement en Afrique



Le ministre d'Etat aux Affaires étrangères du Japon, Kenji Yamada, a rendu une visite de courtoisie au ministre des Transports terrestres et du métro léger, ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, Alan Ganoo, le 5 mai, au siège de son ministère à Port-Louis. L'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon à Maurice, Shuichiro Kawaguchi, était également présent à cette occasion.

Le ministre d'État japonais et sa délégation étaient à Maurice dans le cadre d'une mission conjointe des secteurs public et privé pour la promotion du commerce et de l'investissement en Afrique du 4 au 6 mai. Alan Ganoo a souligné que l'approfondissement du partenariat bilatéral entre Maurice et le Japon, en particulier avec le secteur privé, s'étendra à diverses industries, pour le bénéfice mutuel des deux pays. Il a salué l'initiative de l'ambassade du Japon à Maurice pour l'organisation de cette première mission conjointe qui, selon lui, vise à promouvoir l'investissement à Maurice et à ouvrir la voie à l'investissement sur le continent africain.

Maurice, a-t-il souligné, offre un avantage stratégique unique en vertu de sa position géographique et de ses liens ancestraux et culturels étroits avec l'Afrique et l'Asie. Il a en outre fait remarquer que Maurice apprécie ses relations privilégiées avec le Japon en tant que partenaire de développement majeur dans plusieurs secteurs clés, tels que la gestion côtière, la sécurité maritime, la résilience environnementale et le développement économique, entre autres. **Suite l'article**

Centrales solaires : Travaux en cours dans le nord du pays

Le projet de mise en place de 37 centrales solaires pour améliorer l'accès à l'électricité est en cours. Le MEH (ministère de l'Energie et des Hydrocarbures) se montre déterminé et accélère les travaux. Alors que certaines centrales sont déjà opérationnelles, d'autres sont en cours de construction. Le week-end dernier, les supports et accessoires complémentaires des panneaux sont arrivés à Ambanja. La construction de clôture en dur pour la centrale hybride est également en cours. A Ambilobe, les travaux avancent à grands pas. Selon la Direction interrégionale de l'Energie et des Hydrocarbures (DIEH) d'Antsiranana, certains travaux sont déjà achevés au niveau de la centrale hybride d'Ambilobe, notamment le branchement des câbles de puissance et des câbles DC sur l'armoire solaire et sur les onduleurs. Les travaux de génie civil sont également achevés à 70%, les travaux pour le parc solaire à 95% et l'unité de production d'énergie thermique à 8%.

Le groupe Océinde construit le premier data center de l'île : La Réunion sur la « carte du monde » du stockage de données

par Cédric Boulland



Le maire du Port (à droite) et le président du TCO (à gauche) ont sorti les outils pour poser la première pierre du data center Oméga 1. (photo : Emmanuel Grondin)

Au troisième trimestre 2024, un data center (centre d'hébergement de données informatiques) baptisé Oméga 1 sera mis en service au Port. Porté par le groupe Océinde, cet investissement de 10 millions d'euros s'accompagne d'une ambition plus large : « faire de La Réunion le sixième hub numérique mondial » en attirant des clients indiens, chinois voire américains.

C'est le président du TCO qui a trouvé le nom en référence à l'antenne Oméga, l'ancien émetteur radio militaire qui s'est dressé jusqu'à la fin des années 1990 sur le territoire de Saint-Paul. « *Vous allez créer votre propre armée* », résume Emmanuel Séraphin.

Oméga 1, dont la première pierre a été posée hier au Port (juste à côté du siège de Zeop) sur un terrain rendu constructible par la mairie, sera le premier data center de l'île. Comprenez un site dédié à l'hébergement de données informatiques. Derrière ce projet, on trouve Océinde, propriété de la famille Goulamaly. Avec Mauvilac, Armements des Mascareignes ou encore Zeop, le groupe 100 % réunionnais compte plus de 1 700 collaborateurs dans 11 pays.

La VPM Dookun-Luchoomun : « Nous comptons sur la France pour consolider la langue française dans l'OI



La vice-Première ministre et ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Science et de la Technologie, Leela Devi Dookun-Luchoomun, affirme: « Nous comptons sur la France vu sa proximité avec La Réunion pour consolider la présence de la langue française dans l'océan Indien ». Elle intervenait à la cérémonie d'ouverture officielle de l'Université régionale BELC Maurice, lundi, au Lycée des Mascareignes, à Helvetia, en présence de l'ambassadrice de France à Maurice, Florence Caussé-Tissier, du secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Velayoudom Marimoutou, de Célestine Bianchetti, responsable du pôle Langue française et plurilinguisme à l'Institut français de Paris, Juliette Salabert, directrice du Département Langue française à France Education International (FEI) ainsi que des 130 enseignants locaux et étrangers qui participent à ce BELC régional.

Leela Dookun-Lutchoomun s'est longuement appesantie sur la place de la langue française dans le paysage linguistique mauricien en rappelant « qu'il s'agit d'une langue d'apprentissage obligatoire dès l'école primaire ». Elle estime que le travail de maintien et de consolidation de la langue française « qui est également vecteur de la culture française ne peut se faire seul mais avec le soutien de la France ». Leela Devi Dookun a aussi souligné le rôle prépondérant de l'Institut pédagogique de Maurice, le MIE, s'agissant de son expertise pédagogique multilingue et l'a invité « à collaborer avec les autres pays de la région ». Elle a lancé un appel aux participants étrangers à transmettre son invitation à leurs compatriotes pour venir étudier à Maurice. **Suite de l'article**

Mize Koko reopens in Seychelles as island nation plans its first-ever coconut festival

By: **Sharon Ernesta**



The opening of the museum is one step in the agency's plan to host a first coconut festival in Seychelles later in September. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - Seychelles is stepping up its efforts to recognise and give due value to the coconut by reopening the "Mize Koko" – the coconut museum – dedicated to the nut's significant importance and contribution to the islanders' lives.

The island nation in the western Indian Ocean also has plans to host its first-ever coconut festival later this year.

The museum will also be used to give visitors a live experience, tasting the coconut and various delicacies made from it, as well as participating in different coconut-related physical activities part of the island's culture and tradition.

The museum's reopening on April 28 is an initiative of the Creative Seychelles Agency (CSA) and the Seychelles National Institute of Culture, Heritage and the Arts (SNICHA).



The Mize Koko is based at Domaine Val de Pres at Au Cap. (Sey Nation) Photo License: CC-BY

The director general of CSA, Emmanuel D'Offay, explained in an interview with the Seychelles Broadcasting Corporation (SBC) TV that the museum

will not only offer visitors a new attraction, where they get information through an exhibition with features on coconut and the economy, the history of coconut amongst others, and view different artifacts made from the coconut but visitors will be sold an experience.
"So when they come, they will be able to drink coconut water, drink some toddy and eat some dry coconut," explained D'Offay, adding that the area will eventually be turned into a coconut village.
"When we will have large groups for those who can, they can try to de-husk a coconut a

Lire aussi :

Colloque Oman-Comores I Deux pays, des affinités mutiples et diverses
Al-watwan.net